

Universités: la République bafouée

PAR JEAN-ROBERT PITTE

Blocages, saccages, reports d'examens, refus de la réforme Parcoursup... Choqué par l'attitude de certains étudiants et de leurs enseignants, l'ancien président de l'université Paris-Sorbonne appelle au sursaut.

Il faut se réjouir de l'enlèvement du mouvement dit de grève, qui affecte un certain nombre d'universités. Rappelons que, selon le « Trésor de la langue française », une grève est la « *cessation collective, volontaire et concertée du travail par des salariés qui cherchent ainsi à contraindre leur employeur à satisfaire leurs revendications professionnelles* ». Nous en avons en ce moment quelques beaux exemples dans nos entreprises de transports en commun à bout de souffle. Dans une université, les seuls salariés sont les enseignants et les personnels administratifs. Or ceux-ci se gardent bien de se déclarer en grève afin de ne pas voir leur traitement amputé, au cas où les présidents auraient le courage d'appliquer la loi ! En revanche, un certain nombre d'entre eux ne se privent pas de soutenir le mouvement de blocage des campus qu'ils estiment fort légitime. Quant à la minorité d'étudiants actifs dans ce mouvement, elle refuse d'aller en cours et de passer des examens, et elle prétend empêcher la majorité et de faire en plaçant des piquets aux entrées et en occupant des locaux jour et nuit. Elle meuble la vacuité de son temps par ces bruyantes et confuses assemblées générales où seuls s'expriment les meneurs du mouvement et où les résultats des votes à main levée sont acquis d'avance.

« **La parabole des aveugles** ». Pour signifier sa colère, elle marque son territoire en couvrant les murs de graffitis et en se livrant à quelques actes de destruction de matériel (ordinateurs, livres) qui s'apparentent au luddisme des briseurs de machines du XIX^e siècle qui s'opposaient à la modernisation de l'industrie. On a peu parlé, par exemple, de ce commando cagoulé qui a détruit la masse le serveur informatique de l'université Paul-Valéry de Montpellier en cassant le mur de béton qui le protégeait, la porte blindée ayant résisté à son outillage rustique. Ce type d'action, qui aboutit à des dizaines ou à des centaines de millions d'euros de dépenses inutiles d'argent public, est une farce triste qui reprend à la lettre un rituel âgé de 50 ans tout juste et qui ne souffre aucun aggiornamento. On ne le pratique

plus dans aucun pays, mais chacun sait combien la France vénère son patrimoine immatériel, et celui-ci est bien vivant !

Un tel folklore pourrait faire sourire par son archaïsme s'il ne révélait de manière si criante l'agonie d'un pan entier de l'enseignement supérieur qui devrait faire la fierté de la France et qui est si nécessaire à l'avenir du monde : les humanités. En effet, cette fois-ci, le mouvement ne touche nullement les facultés de sciences, de médecine, encore moins les instituts universitaires de technologie et à peine les facultés de droit. Il affecte en revanche un certain nombre de facultés de lettres, toujours les mêmes depuis un demi-siècle : Nanterre, Paris 8-Saint-Denis, le centre Tolbiac de Panthéon-Sorbonne, le centre Clignancourt de Sorbonne-Université, Toulouse-le Mirail, Montpellier 3-Paul Valéry, Rennes 2, etc.



Jean-Robert Pitte
Secrétaire perpétuel
de l'Académie des
sciences morales et
politiques, président
de la Société de
géographie.

Pourquoi là et pas ailleurs ? Sans doute parce que c'est là que s'inscrivent les étudiants les plus marqués par l'idéologie soixante-huitarde de La France insoumise, apprise de leurs parents, de leurs grands-parents et de certains de leurs professeurs de lycée. Mais leur aigreur vient aussi du fait qu'ils pressentent assez bien, sans se l'avouer, l'impasse dans laquelle ils se sont engagés en choisissant ces disciplines que la plupart de leurs maîtres refusent obstinément d'orienter vers de vrais projets professionnels.

Pourtant, ces enseignants sont les mieux informés de cette réalité puisqu'ils sont les très rares rescapés de l'hécatombe qui a touché l'immense majorité de ceux avec lesquels ils ont étudié. Nombre de leurs anciens camarades se sont évaporés au fil des années par lassitude, échec aux examens, insertion dans des emplois subalternes ou dans des projets sans avenir de type zadiste. Leur refus forcé de pratiquer la sélection aboutit à la reproduction du modèle si pervers auquel ils ont échappé grâce à leur travail et aussi, pour un certain nombre d'entre eux, à leur adhésion à l'idéologie bien-pensante de leurs maîtres qui n'aspirent qu'à dénicher des successeurs fidèles. Triste tableau qui fait penser à « La parabole des aveugles » de Bruegel !

VINCENT FOURNIER/JEUNE AFRIQUE/REA



Renverser la table... A la faculté de lettres d'Aix-en-Provence, le 19 avril.

Rappelons que les étudiants en arts, lettres, langues et sciences humaines représentent la cohorte la plus importante des inscrits dans l'enseignement supérieur : 500 000 sur 2,6 millions, les autres se répartissant entre des filières beaucoup mieux orientées vers le monde professionnel : plus d'un million dans des formations sélectives (classes prépa, grandes écoles, préparations au BTS et au DUT, écoles de commerce et d'ingénieurs post-bac, etc.), 400 000 en faculté de sciences, 450 000 en droit et économie, 150 000 en médecine. A l'exception des lettres, qui renâclent, partout ailleurs on sélectionne strictement à l'entrée ou on applique les règles instaurées par la réforme Parcoursup. Prenons un exemple, celui de la commission d'examen des vœux des formations de physique-chimie et SVT de l'université de Cergy-Pontoise, qui s'est réunie le 4 mai. Pour 200 places, elle a dû regarder 1 000 dossiers de candidature. Six enseignants ont analysé chacun 166 dossiers selon des critères mis au point entre eux et tenant compte des notes obtenues par le lycéen en terminale, du projet qu'exprime la lettre de motivation et de la forme de celle-ci (huit fautes d'orthographe justifient un rejet, ce qui n'apparaît pas scandaleux,

IAN HANNING/REA

Le gâchis organisé par les facultés de lettres n'a qu'une seule cause : l'orientation idéologique de nombreux enseignants.

même en sciences). Les candidats atypiques ne sont pas éliminés pour autant, en particulier l'un d'entre eux, qui souhaite reprendre ses études après un passage par une expérience professionnelle et qui donne l'impression dans sa lettre d'avoir beaucoup de « niaque ». A certains la commission conseille une orientation différente, à d'autres elle propose une remise à niveau en première année dans une ou plusieurs matières. Elle ne se fait pas d'illusions : ceux qu'elle classe en tête de liste ne viendront pas à l'université, mais à coup sûr les derniers non plus. Au moins échapperont-ils à la plus cruelle des sélections : l'échec inéluctable.

La gratuité, vache sacrée. Le gâchis organisé par les facultés de lettres n'a qu'une seule cause : l'orientation idéologique de nombreux enseignants, qui témoigne d'une détérioration des valeurs de la République. La décrépitude de l'institution n'est due qu'au refus obstiné et continu de ses professeurs, depuis des décennies, de se réformer. S'ils le voulaient et le demandaient, il y a longtemps qu'un gouvernement de droite ou de gauche aurait mis un terme à la sélection par l'échec et aligné les universités françaises sur le modèle exigeant qui fonctionne partout dans le monde, qui raréfie l'échec et permet aux diplômés d'accéder à un emploi conforme à leurs espérances. En vertu de quel droit des fonctionnaires travaillant dans des établissements financés par de l'argent public (puisque la quasi-gratuité des études est une vache sacrée) se permettent-ils de refuser une réforme aussi modérée et de bon sens que Parcoursup, promise pendant sa campagne par un candidat à la présidence de la République bien élu voilà un an, votée par le Parlement et acceptée par les lycéens, qui sont les seuls concernés ? Ajoutons que la ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, est une ancienne présidente d'université et que la Conférence des présidents d'université approuve cette réforme.

Est-ce cela, l'idéal démocratique porté si fièrement en bandoulière par des intellectuels qui ont le privilège de disposer d'une si grande liberté par rapport à leurs cours et à leurs recherches ? La France est le seul pays au monde où, du primaire au supérieur, les sensibilités politiques du corps enseignant ne reflètent nullement celles de la population, la discordance étant encore plus criante parmi les maîtres de conférences et les professeurs des facultés de lettres. Ils commettent trois contresens quant à notre devise nationale. Pour eux, la liberté est l'absence de toute contrainte, l'égalité est le nivellement par la base et l'égalitarisme, la fraternité est la complicité avec ceux qui pensent comme eux et le mépris souverain des autres, le tout assorti d'une bonne conscience inébranlable ■